

De la sauvagerie à la violence créatrice : regards sur les bris de machines dans la France du XIXe siècle

François Jarrige

► **To cite this version:**

François Jarrige. De la sauvagerie à la violence créatrice : regards sur les bris de machines dans la France du XIXe siècle. *European Review of History / Revue européenne d'histoire*, Taylor

Francis (Routledge), 2013, 20 (6), pp.1031-1046. halshs-01188618

HAL Id: halshs-01188618

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01188618>

Submitted on 23 Apr 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**De la sauvagerie à la violence créatrice :
Regards sur les bris de machines dans la France du premier XIXe siècle**

François JARRIGE

Depuis les années 1980, l'intérêt pour les mondes ouvriers du XIXe siècle et la violence des conflits sociaux tend à décliner en France. Les recherches se concentrent surtout sur l'histoire du crime, des violences de guerre, ou des violences quotidiennes du monde paysan, dans la foulée d'une réflexion sur les violences interpersonnelles et sur les logiques de politisation et de modernisation des campagnes.¹ Les troubles frumentaires, les luttes forestières ou les émeutes antifiscales – principales formes des violences collectives dans le monde rural du premier XIXe siècle – ont fait l'objet de nombreux travaux. Adoptant une approche compréhensive, les historiens sont partis en quête des comportements et des rationalités propres à la paysannerie.² Les débats se sont focalisés notamment sur les liens entre ces violences et le champ du politique, l'influence du regard anthropologique a poussé de plus en plus à examiner les structures familiales ou les réseaux de sociabilité.

Parallèlement, le déclin de l'interprétation en terme de classe et les renouvellements de l'histoire économique et sociale montrant l'absence de séparation nette entre ouvriers et paysans durant une large partie du XIXe siècle, ont favorisé un recul de l'intérêt pour les conflits du travail.³ La question de la place de la violence dans les protestations ouvrières et les mobilisations sociales possède pourtant une longue histoire en France. Dans son article classique consacré au déclin de la grève violente à la fin du XIXe siècle, Charles Tilly distinguait, au début des années 1970, trois modes d'interprétation de cette violence et de son évolution.⁴ Le premier, que Tilly appelle l'école de la "sauvagerie ouvrière", analyse la violence des classes ouvrières comme le résultat des perturbations produites par les changements brusques de l'industrialisation qui auraient émoussé les facultés du peuple à discerner le bien du mal. Ce type d'explication a été peu à peu rejeté au cours du XXe siècle. L'école dite de "l'embourgeoisement", en second lieu, reconnaît le caractère calculé et rationnel de la violence ouvrière, elle insiste sur le processus de réconciliation du monde du travail avec la société globale par le biais d'une institutionnalisation progressive des relations de travail rendant inutile la violence. Dans les années 1960-1970, de nombreux historiens et sociologues ont en effet insisté sur l'efficacité des organisations syndicales structurées et des procédures de négociations institutionnalisées pour réduire la violence des conflits.⁵ Enfin, une dernière tradition, que Tilly appelle école de "l'organisation politique", soutient au contraire que le déclin de la violence n'est pas la preuve d'une réconciliation réformiste de la classe ouvrière avec le capitalisme, mais plutôt le signe de la capacité croissante des organisations ouvrières de plus en plus puissantes à canaliser l'hostilité populaire dans une action politique disciplinée. Si la violence semble décroître dans les conflits sociaux du tournant du XXe siècle, c'est parce que la révolution est à l'horizon.

Dans son propre travail, Tilly a tenté de dépasser le caractère impressionniste des analyses de la violence gréviste à partir d'une étude plus systématique recourant à des outils quantitatifs. Il s'est efforcé de distinguer les caractéristiques socio-économiques qui favorisaient le déclenchement de la violence et les facteurs institutionnels qui pouvaient expliquer son progressif abandon. Dans le contexte de l'après-guerre, alors que la modernisation s'étend, parallèlement à une mondialisation tiraillée par les enjeux de la guerre

froide, le regard est focalisé sur la violence et son dépérissement. Face à la montée de la conflictualité sociale des “années 1968”⁶, historiens et sociologues ont concentré leurs analyses sur les causes de la disparition de la violence, au risque de construire une histoire téléologique dans laquelle l’atténuation des violences est l’horizon indépassable de toute analyse des protestations populaires du XIXe siècle.

Dans cet essai de synthèse notre objectif est autre. Il s’agit d’abord d’interroger l’évolution de l’historiographie de la violence protestataire dans la France du XIXe siècle en suivant les regards successifs portés sur un type de protestation singulier, à certains égards marginale et longtemps invisible: les “bris de machines”. Ce type d’évènement violent provoqué – parfois mais pas toujours – par l’hostilité à l’égard de nouvelles méthodes de travail accusées de voler le gagne-pain des hommes est bien connu dans le monde britannique.⁷ Pourtant, loin de se limiter à l’Angleterre du début du XIXe siècle, à l’époque des célèbres émeutes du luddisme et du Capitaine Swing, ces violences se retrouvent d’une façon récurrente dans l’Europe de la première industrialisation⁸. Elles conservent une forme d’étrangeté pour l’observateur contemporain. Comme les émeutes frumentaires, avec lesquelles elles ont de nombreux points communs, leur signification a suscité diverses interprétations : s’agit-il de manifestations réactionnaires de refus du progrès ? Dans quelle mesure participent-elles de formes de “négociations collectives par l’émeute” précédant l’ère syndicale (Eric Hobsbawm) ? Peut-on y voir des propositions alternatives à la grande industrie concentrée ? En bref, il s’agit de voir comment a évolué le regard porté sur ces violences ouvrières. Longtemps perçues comme des manifestations d’archaïsme de peu de portée destinées à disparaître avec l’affirmation de la modernité, ce type d’action a suscité un intérêt croissant depuis une trentaine d’année et a donné lieu à diverses réévaluations. Influencé par l’histoire sociale britannique d’E.P. Thompson, porté par une plus grande attention aux acteurs, et aux formes d’organisation du travail dans lesquels ils s’insèrent, l’étude de ces violences a été éclairée d’un jour nouveau et conçue de plus en plus comme des portes d’entrée pour historiciser la diversité des chemins vers la société industrielle.

Violences et bris de machines à l’aube de l’ère industrielle

Longtemps mal connus ou négligés, comparé à l’intérêt suscité par le phénomène du “luddisme” dans l’historiographie britannique, les soulèvements anti-machinistes constituent pourtant une pratique récurrente en France et, plus généralement, dans l’Europe du début du XIXe siècle. En rupture avec les traditions historiographiques essentiellement régionales et nationales, opposant la Grande-Bretagne pionnière aux autres pays, un premier déplacement historiographique a consisté dans l’analyse comparée et transnationale de ce type de violence protestataire. Dans les industries textiles comme dans certaines activités artisanales, entre la fin du XVIIIe siècle et le milieu du XIXe siècle, des groupes divers choisissent l’arme de la violence pour protester contre les transformations du travail.⁹ Durant cette période, une centaine de conflits d’une ampleur variable relève de ce type de violences protestataires en France: cela va des simples rassemblements en vue de faire pression sur les fabricants et les autorités, aux émeutes collectives mobilisant plusieurs centaines d’individus et aboutissant à la destruction des machines ou à l’incendie des usines.

Alors qu’en Angleterre l’industrialisation est marquée par la rapidité des bouleversements technologiques dans un contexte de dérégulation et de crise, en Europe continentale, elle modifie plus lentement le tissu proto-industriel antérieur. L’arrivée des machines n’engendre pas de soulèvements et de violences équivalents à celles qui éclatent dans le Lancashire et les Midlands en 1811 et 1812. Mais des désordres populaires dans les grandes régions textiles à la pointe du changement éclatent aussi de façon sporadique. Trois secteurs d’activités principaux ont été affectés par ces violences, selon des tempos variables en fonction des rythmes et des dynamiques de l’industrialisation: le secteur cotonnier en

premier, celui de la laine ensuite et, enfin, celui des artisans urbains qualifiés, comme les imprimeurs-typographes ou les travailleurs de l'ameublement.

En France, les destructions des machines apparaissent d'abord en Normandie à l'époque de la Révolution française, alors que les transferts techniques franco-anglais s'intensifient.¹⁰ À Falaise (Calvados), en novembre 1788, deux mille ouvriers armés de bâtons détruisent ainsi une machine à filer le coton récemment introduite dans la ville. L'année suivante, à Rouen, les troubles se répètent de juillet à octobre 1789. Le 14 juillet, 300 à 400 personnes envahissent une filature du faubourg Saint-Sever et détruisent trente métiers mécaniques. Le même jour, le nouveau métier automatique de Brisout de Barneville est saccagé dans le cloître Saint-Maclou, les débris sont jetés dans un bûcher expiatoire en plein cœur de la ville. Les cahiers de doléance normands expriment d'ailleurs l'opposition à l'égard des machines accusées "d'avilir le commerce par ses mauvaises productions" et de "paralyser les bras". Parmi d'autres, les habitants du bourg de Salmonville-la-Rivière demandent – sans succès – "qu'il soit interdit de mettre en usage les machines nouvellement inventées pour filer le coton, et que leur action soit supprimée ou interdite".

Après les fileurs de coton, c'est au tour des travailleurs de la laine de protester contre les machines introduites au début du XIXe siècle dans les différentes places de fabrique.¹¹ Ceux de Verviers, en Belgique, s'assemblent à plusieurs reprises (en 1819 et en 1830) pour protester et briser les nouveaux métiers à tondre mécaniques. En France, si les centres de production en croissance du nord sont globalement épargnés par ce type de violence, ils sont en revanche nombreux dans le midi lainier en crise. À Vienne, Castres, Lodève, Saint-Pons, Chalabre, Limoux, Clermont de l'Hérault, de nombreux ouvriers réagissent avec violence aux tentatives de mécanisation sous la Restauration. Le 18 janvier 1819, à l'annonce de l'établissement d'une « grande tondeuse » dans la ville de Vienne (Isère), les ouvriers se plaignent qu'"elle offre le pernicieux moyen de tondre, lustrer et broser mille aunes de draps par douze heures, étant conduite par quatre hommes seulement". Lorsque la machine arrive finalement, les ouvriers se réunissent, ils parviennent à s'en emparer, la brisent et la jettent dans la rivière. Ces événements suscitent une impressionnante réaction des autorités: 800 fantassins sont acheminés de Lyon et cent hommes de cavalerie sont "placés dans le quartier le plus bruyant des ouvriers".

Ce type d'émeute se renouvelle régulièrement dans les régions industrielles expérimentant le machinisme. En 1846, les ouvrières trieuses de laine d'Elbeuf (France) s'insurgent pendant plusieurs jours contre l'arrivée d'une mécanique censée les remplacer. Des désordres identiques ont lieu en 1851 près de la petite ville de Sora en Italie, entre le Lazio et les Abruzzes, lorsqu'un fabricant de draps importe une machine de Belgique. Dans la péninsule italienne néanmoins, où la vigueur des liens avec le monde rural restait particulièrement forte, ce type de conflit reste rare. En revanche, des émeutes de grande ampleur ont lieu en Catalogne lorsque l'industrie du coton se modernise dans les années 1820-1830. En 1821, 1800 paysans qui complétaient leurs revenus grâce au travail de la laine à domicile marchent sur la ville d'Alcoy et y détruisent 17 machines avant de se disperser. En 1835, l'usine modèle de Bonaplata à Barcelone, largement financée et promue par l'Etat, est complètement détruite lors d'un soulèvement des travailleurs hostiles aux nouveaux procédés.¹² La contestation du machinisme ne se limite pas au seul secteur textile. Sous la monarchie de Juillet, en France, les artisans des grands centres urbains protestent à leur tour contre la mécanisation. Les imprimeurs-typographes brisent des presses mécaniques à Paris en 1830 et en 1848; les tailleurs d'habits, les ébénistes ou les ouvriers en papiers peints mettent en interdit des ateliers utilisant les nouveaux procédés.

L'ampleur de la violence dans ces divers mouvements protestataires varie selon la conjoncture socio-politique et les ressources dont disposent chaque groupe pour faire entendre ses revendications. L'analyse comparée de ce type de protestation, à partir d'échelles variées,

permet à la fois de déjouer le “piège des fausses similitudes ou des fausses ressemblances”, d’éclairer la position singulière de chaque groupe, tout en montrant les croisements et connexions incessantes qui s’opèrent dans l’Europe en cours d’industrialisation. Tournons-nous maintenant vers les interprétations successives suscitées par la violence : d’abord symbole d’un archaïsme pré-moderne et présyndical, la part de la violence a ensuite été réévaluée parallèlement à plusieurs déplacements historiographiques.

Des violences “archaïques”? Construire l’illégitimité de la violence

L’histoire sociale et économique du XXe siècle a d’abord repris les cadres d’interprétation fixés par les contemporains de ces violences protestataires. Au cours du XIXe siècle, la défense de la propriété privée s’impose en effet comme une cause sacrée et l’influence bénéfique des machines devient un dogme non questionnable de l’économie politique: c’est grâce à la machine que le prolétaire voit sa condition progresser et son travail s’alléger; c’est grâce à la machine que la figure du consommateur peut émerger d’une société dominée par la simple recherche de subsistance; enfin, c’est grâce à la machine que l’homme occidental se détache de la figure du “sauvage” pour entrer dans la “civilisation”.¹³ Dans ces conditions, les violences ouvrières deviennent le symbole de l’archaïsme populaire et de l’incompréhension à l’égard des mécanismes économiques.

On trouve cette interprétation chez les principaux théoriciens de l’économie politique en voie d’institutionnalisation. Dans son influent *Traité d’économie politique* (1803) par exemple, Jean-Baptiste Say évoque les bris de machines à Rouen et affirme que “ce serait [...] un acte de folie que de repousser des améliorations à jamais favorable à l’humanité”.¹⁴ Quelques années plus tard, le futur ministre du commerce Duchâtel dénonce lui aussi la “folie” de ces violences:

Anéantissez toutes ces inventions merveilleuses dont le genre humain s’enorgueillit à si juste titre et qui ont marqué la trace de la civilisation, il ne pourra plus subsister qu’un petit nombre d’hommes, sans lumières comme sans aisance, en proie à tous les besoins et exposés à tous les périls, race misérable qui se confond avec la brute [...] Voyez la folie des ouvriers qui, dans les crises de commerce, séduits par d’aveugles préjugés, s’en prennent aux machines de leurs souffrances ! En réussissant dans leur entreprise, que feraient-ils autre chose que s’enlever toute chance de salut, que dessécher eux-mêmes la source de leurs moyens d’existence ? [...] En croyant anéantir une rivalité dangereuse, les ouvriers se seront privés d’un secours nécessaire, et ils auront détruit, non pas seulement les machines, mais encore l’industrie à laquelle ils devaient la subsistance.¹⁵

Pour les socialistes et les radicaux, soucieux de promouvoir des réformes sociales et politiques, ces conflits violents sont également considérés comme “archaïques”. De nombreux discours condamnent ces violences au milieu du XIXe siècle. Le communiste Etienne Cabet répète que les machines ne peuvent pas être trop multipliées et “si quelques uns s’irritent contre les machines, c’est par suite d’une ignorance qui les aveugle”.¹⁶ Dans le livre premier du *Capital* Marx prolonge ce type d’analyse du luddisme et de ses violences:

La destruction de nombreuses machines dans les districts manufacturiers anglais pendant les quinze premières années du XIXe siècle, connue sous le nom du mouvement des Luddites, fournit au gouvernement antijacobin d’un Sidmouth, d’un Castlereagh et de leurs pareils, le prétexte de violences ultra-réactionnaires. Il faut du temps et de l’expérience avant que les ouvriers, ayant appris à distinguer entre la machine et son emploi capitaliste, dirigent leurs attaques non contre le moyen matériel de production, mais contre son mode social d’exploitation.¹⁷

Pour Marx, le luddisme relève d’abord d’une crise juvénile du mouvement ouvrier, d’une préhistoire balbutiante. Ce jugement se retrouve ensuite dans l’histoire sociale. En Angleterre,

les Webb - partisans d'une institutionnalisation des *trade-Unions* pour organiser la distribution des richesses – voient dans le luddisme des conflits irrationnels et insuffisamment réfléchis, les ouvriers briseurs de machines sont des primitifs, victimes de l'absence d'organisation structurée du monde ouvrier, et appelés à disparaître avec le syndicalisme.¹⁸ En France, à la même époque, l'histoire économique et sociale en voie d'institutionnalisation s'intéresse également à ces violences. À la veille de la Première guerre mondiale, Charles Schmidt invite ainsi à "une enquête systématique pour étudier la résistance au machinisme et faire un tableau complet des conflits qu'il provoque".¹⁹ Dans l'entre-deux-guerres, l'historien américain Frank Manuel reprend le dossier en étudiant le "mouvement luddite en France".²⁰ Mais durant la première moitié du XXe siècle, les "bris de machines" apparaissent d'abord comme un phénomène "bizarre" à contre-courant de la modernité. L'historien Henri Hauser note ainsi en 1934, qu'"il y aurait toute une étude à faire sur le détail de cette agitation révolutionnaire d'un genre spécial, bizarre conclusion au siècle du "progrès des lumières"."²¹

L'histoire et la sociologie du mouvement ouvrier de l'après-guerre reprennent cette analyse en termes d'archaïsme : la résistance au machinisme serait le fait d'inadaptés guidés par l'instinct de conservation, des "jacqueries" et des manifestations de sauvagerie projetées en plein siècle de l'industrialisation.²² La réflexion sociologique sur les violences industrielles et le sabotage envisage également le phénomène des bris de machines au XIXe siècle en termes de primitivisme des luttes. Dans son étude sur le sabotage par exemple, P. Dubois fait référence à ces violences pour illustrer une sorte de préhistoire et d'enfance du sabotage industriel.²³ De même que l'observateur occidental a du mal à retrouver le sens des rituels magiques dans les sociétés dites "traditionnelles", l'observateur moderne, convaincu des bienfaits du machinisme, a beaucoup de mal à interpréter le saccage des machines aux débuts de l'ère industrielle autrement qu'en terme de comportement irrationnel.²⁴

Mais ces analyses en termes d'archaïsme sont peu à peu repoussées car elles empêchent de saisir la singularité des formes d'action déployées par les acteurs. Depuis les années 1970, la relecture des violences protestataires anti-machinistes emprunte trois directions principales: une plus grande attention aux acteurs, à leurs logiques et à leurs langages; une attention inédite à la créativité de ces désordres dans le cadre des renouvellements des travaux sur l'industrialisation et ses chemins pluriels; enfin, une réflexion sur la violence comme prisme pour penser l'expérience du politique et la construction de l'Etat.

Retour aux acteurs: politique populaire, économie morale et langages protestataires

L'évolution du regard sur les violences anti-machinistes du XIXe siècle à partir des années 1970 est liée à une triple inflexion: la crise et l'expérience du chômage de masse d'une part, qui invitent à questionner les certitudes industrialistes antérieures; l'apparition d'un nouveau paradigme de la violence²⁵; et enfin le "tournant pragmatique" qui traverse les sciences sociales et amène à scruter de plus près les acteurs et leurs représentations.

Dès 1952, E. J. Hobsbawm en appelait à une relecture de ces violences en notant qu'il était temps "de reconsidérer le problème du bris de machine au début de l'époque industrielle en Grande-Bretagne et dans les autres pays européens".²⁶ Dépassant les visions héritées de l'optimisme industrialiste du XIXe siècle, Eric Hobsbawm, prolongé ensuite par Edward P. Thompson, montre que ce type de violence protestataire a un contenu dense et complexe. Les ouvriers défendent leur mode de vie autonome et recourent à la violence dans le cadre d'une "négociation collective par l'émeute". Lewis Coser développe des analyses identiques. S'inspirant des réflexions d'Hobsbawm sur le "marchandage collectif par l'émeute", il montre qu'à une époque où l'activité des syndicats était réprimée et impossible, les ouvriers utilisaient la violence contre les machines pour imposer leurs revendications aux employeurs. La destruction des biens ou la menace de destruction s'inscrivait donc dans une stratégie de

lutte et de revendication adaptée au contexte social et juridique de l'époque. La grève étant rendu difficile par le risque que faisaient peser les briseurs de grèves, les bris de machines deviennent une sorte "de substitut fonctionnel" de la grève ; "obtenir de discuter en créant des émeutes, écrit Coser, était un mécanisme brutal pour résoudre un conflit à une époque où d'autres mécanismes n'existaient pas".²⁷ Dans ces conditions, les bris de machines ne sont plus interprétés comme l'irruption et la survivance d'un mode d'action archaïque dans la modernité industrielle, ils deviennent au contraire les premières formes d'une action sociale aujourd'hui familière et parfois appelée "nuisance value".²⁸ Mais cette interprétation pose également des problèmes car elle reste enfermée dans une vision téléologique et une lecture économiste de "l'agent rationnel".

Si les briseurs de machines et leurs violences sont, depuis un siècle, au cœur de nombreuses interrogations Outre-Manche, ils ont moins retenu l'attention sur le continent. Il est vrai que, face à la précocité de l'industrialisation britannique et aux bouleversements sociaux qu'elle suscite, le monde ouvrier français reste plus hétérogène et plus longtemps enraciné dans le monde rural.²⁹ Par ailleurs, l'influence du marxisme orthodoxe sur l'historiographie ouvrière française a longtemps contribué à focaliser l'attention sur les leaders charismatiques, les organisations syndicales structurées plutôt que sur ces briseurs de machines rejetés dans les limbes d'un "primitivisme des lutes".³⁰

En France, l'historienne des grèves Michelle Perrot, attentive aux effets concrets du développement technique sur le procès de travail et lectrice assidue d'E. P. Thompson, appelle à une réouverture de ce dossier dans les années 1970.³¹ Dans son riche article sur les "ouvriers et les machines dans la première moitié du XIXe siècle", elle propose de nombreuses pistes fécondes de réflexion pour tenter d'appréhender les violences ouvrières dans leur complexité à partir d'une plus grande attention à l'inscription sociale des protagonistes de ces violences.

Cette approche "comprehensive" passe d'abord par l'analyse de l'identité et de l'enracinement social des acteurs: les historiens ont fait justice depuis longtemps des représentations stéréotypées qui dominaient la caractérisation des foules émeutières, ils ont montré comment l'action des foules est guidée par des traditions politiques et morales qui rendent légitimes, et même nécessaires, le recours à violence. Ils ont appris à voir dans les émeutiers des hommes et des femmes insérés dans la communauté, gens respectables et respectés, poussés au désordre par les contingences du moment, mais guidés par une certaine conception du juste et du tolérable.³² Dans cette perspective, une attention croissante a été portée à l'identité des acteurs impliqués dans les désordres, notamment à la place et au rôle des femmes.

La vision de la femme du peuple, violente et déchaînée, prompte à pousser leurs maris à la violence, s'enracine en effet dans la naturalisation des femmes comme être d'instinct qui se fixe progressivement sous les traits de l'hystérique.³³ Les femmes sont d'autant plus présentes lors des émeutes contre les mécaniques que celles-ci éclatent parfois parallèlement à des troubles de subsistance. Or, les femmes restent ancrées dans la nature, prisonnières de leur rôle de mère chargée d'assurer la subsistance de la famille. La plupart des travaux consacrés à la place des femmes dans les émeutes frumentaires ont conclu à leur surreprésentation.³⁴ Mais, faute de sources réellement fiables, ces analyses en restent finalement au niveau des appréciations floues, calquant les discours stéréotypés des autorités sur la prépondérance des femmes dans les désordres.³⁵ Selon les indications chiffrées disponibles, les femmes sont sous-représentées parmi les inculpés: parmi les 1000 individus traduits en justice lors de la crise frumentaire de 1816-1817, 72 % étaient des hommes; la même proportion se retrouve durant la période 1846-1847.³⁶ Pour rendre compte du décalage entre la surreprésentation supposée des femmes lors des troubles et leur faible nombre parmi les individus inculpés, certains ont insisté sur l'indulgence dont elles bénéficiaient de la part des autorités et des

magistrats.³⁷ Les mêmes ambiguïtés et difficultés se retrouvent dans l'analyse des violences contre les machines. Mais pour connaître la composition sociale des émeutes antimachinistes on en est souvent réduit à des appréciations vagues à fonction rhétorique du type "un rassemblement nombreux d'ouvriers et de femmes".³⁸

Le retour aux acteurs a été parallèle au "tournant linguistique" et à une attention nouvelle aux langages protestataires. Les ouvriers ne sont pas muets, leurs actions contre les machines s'accompagnent de nombreuses prises de parole qui offrent une perception intellectuelle alternative au langage du progrès qui triomphe au XIX^e siècle. Dans cette perspective, les résistances violentes aux machines sont aussi une lutte idéologique : les ouvriers ne combattent pas seulement le machinisme, ils entendent également réfuter toute l'éthique du "laissez-faire" industriel et capitaliste qu'il véhicule. De même que le triomphe du langage du marché a longtemps empêché de voir que les travailleurs se pensaient d'abord comme des petits producteurs plutôt que comme des prolétaires vendeurs de leur seule force de travail, l'imposition du langage du progrès par la science et la technique a rendu indicible les représentations ambivalentes de la technique au début de l'ère industrielle.³⁹

Cette attention au langage a été poussée plus loin dans l'historiographie britannique que partout ailleurs: Kevin Binfield dans *Writings of the Luddites* a ainsi cherché à restituer la parole des luddites. L'idée d'un mouvement sans voix, suggère-t-il, a traversé les âges jusqu'à s'imposer comme doxa universitaire. Les luddites – soit parce qu'on considérait qu'ils n'avaient au fond rien à dire, soit parce que ce qu'ils avaient à dire étaient trop subversif pour avoir été consignés dans des textes – avaient fini par être réduits une deuxième fois au silence, une répression théorique (consciente ou non) s'ajoutant à la répression physique du mouvement : "Mon intention, note ainsi K. Binfield, [...] est de donner un visage linguistique et rhétorique aux luddites, de les laisser parler pour eux-mêmes, dans la mesure où le passage du temps a épargné leurs écrits".⁴⁰ S'intéresser aux textes rédigés par les luddites permet selon lui de mettre en évidence un discours légaliste dont les motifs sont aussi bien politiques qu'économiques ou industriels.

Violences et pluralité des mondes industriels

La relecture de ces violences naît aussi des transformations de l'historiographie économique et des réinterprétations successives de la "Révolution industrielle".⁴¹ Le paradigme de la modernisation qui dominait dans l'historiographie économique en accordant une place prépondérante à la technique, à l'accumulation du capital et au "take off" (Rostow), a été remplacée à partir des années 1970-80, par une histoire économique plus soucieuse de saisir les multiples chemins de l'industrialisation et de réinscrire les transformations dans un processus de longue durée.⁴² L'attention portée au dynamisme artisanal, aux transformations de l'organisation de la production sans mutation des techniques amène à voir les conflits autour des machines non plus comme des manifestations d'opposition à une industrialisation conçue sur un modèle linéaire et inéluctable, mais comme des propositions alternatives, comme d'autres chemins vers la société industrielle. Au lieu d'être un symbole du rejet de la technique et de l'industrialisation, ces violences deviennent alors la manifestation de la diversité des chemins possibles et des propositions en faveur d'une « industrialisation douce » sans rupture de l'ordre antérieur.⁴³

Réinscrivant l'étude des violences ouvrières dans les débats historiographiques sur la proto-industrialisation, Adrian Randall a ainsi montré comment les formes d'organisation du travail façonnaient l'ampleur des violences protestataires en Angleterre. Là où domine le "Kaufsystem" le producteur est indépendant, il est propriétaire de ses outils et de la matière première et vend le produit à un marchand-fabricant qui se chargera de le commercialiser. Au contraire, dans le "putting-out system", le marchand-drapier occupe une position centrale, il distribue le travail à des ouvriers dispersés et spécialisés qui dépendent entièrement du salaire

qu'ils perçoivent et du contrôle capitaliste. Cette spécialisation les rend plus vulnérables à l'égard du chômage car le marchand contrôle l'ensemble du processus de production, et les travailleurs dépendent entièrement de leur revenu salarié pour vivre; dans cette structure proto-industrielle la main-d'œuvre est moins autonome et dispose de moins de ressources pour résister et protester collectivement, les violences y sont plus limitées.⁴⁴

De même, Jeff Horn est parti de ces violences protestataires anti-machinistes pour questionner les singularités de la voie française d'industrialisation. Il suggère que : "French machine-breaking was intertwined with growing popular militancy and the emergence of revolutionary politics, giving a decidedly different twist to labour relations in France that proved extraordinarily significant to the course of French industrial development".⁴⁵ Selon sa thèse, la "grande peur" face aux bris de machines aurait freiné l'introduction du machinisme en France: la spécialisation flexible caractéristique de l'industrialisation douce résulterait dès lors d'une véritable stratégie visant à amortir, sinon éviter, le coût social de la mécanisation et les violences qui en découlent. Même si la longue durée de la proto-industrialisation a bien d'autres causes que les violences sociales, cette lecture présente l'intérêt de renverser la perspective sur les violences protestataires: d'inutiles jacqueries à contrecourant de l'histoire, elles deviennent des éléments décisifs pour éclairer la singularité du modèle de développement français.

La société industrielle n'est pas le résultat d'un processus linéaire et inéluctable, elle émerge dans la confrontation permanente entre des pratiques et des imaginaires concurrents.⁴⁶ Dans cette perspective, la violence à l'œuvre dans les bris de machines permet de questionner comment s'opère, au plus près des acteurs et de leurs représentations, la genèse de la société industrielle.⁴⁷

Violences, maintien de l'ordre et construction de l'Etat

La dernière inflexion dans l'analyse des violences protestataires concerne les questions du maintien de l'ordre et de la place des autorités et de l'Etat dans ce processus. De nombreux travaux récents ont proposé de relire les violences protestataires pour éclairer les logiques de construction de l'Etat contemporain. On sait, que dans les campagnes françaises, la première moitié du XIXe siècle se caractérise par l'ascension du rôle des autorités locales. Divers travaux ont insisté sur le fait que le pouvoir municipal constitue une instance décisive dans la régulation interne des conflits: le maire joue un rôle déterminant dans la procédure de "l'arrangement". Entouré du conseil municipal, il gère la réponse qu'il convient d'apporter à l'injonction ou à la sollicitation extérieure; c'est lui qui, bien souvent, décide de la résistance, du refus ou de l'acceptation. Cette ascension du municipal est particulièrement nette au cours des années 1830. La constitution, ou la reconstitution, d'une garde nationale dans la plupart des communes rurales au lendemain des événements de juillet, l'élection des officiers de cette garde, la célébration festive des libertés restaurées ont entamé le processus. La loi de mars 1831, qui a rendu électif le conseil municipal - sans oublier celle qui a conféré aux communes la qualité de personne civile - a bouleversé la politique au village et modifié les formes de régulation internes de la violence.⁴⁸

Les recherches récentes consacrées, en France, à la question des violences protestataires se sont beaucoup interrogées sur leur rôle dans la construction de l'Etat, sur leur traitement judiciaire, sur l'articulation entre protestation populaire et logiques du maintien de l'ordre. Une logique interactionniste tend à s'imposer, soucieuse de questionner les relations dialectiques entre violences sociales et formes du maintien de l'ordre.⁴⁹ L'étude que Nicolas Bourguinat a consacrée aux émeutes frumentaires explore ainsi l'évolution du regard des administrateurs sur les violences frumentaires, il montre comment elle explique en partie le dépérissement de ce type de violences populaires.⁵⁰ De même, relisant les révoltes antifiscales du XIXe siècle, Nicolas Delalande propose d'y voir un révélateur privilégié du lien social, les

violences antifiscales deviennent un laboratoire pour penser l'Etat contemporain dans ses interactions avec la société civile.⁵¹

Dans sa thèse sur les rébellions contre la gendarmerie, assise sur l'étude de plus de 3700 "rébellions" entre 1800 et 1859, définies comme des voies de fait contre des gendarmes, Aurélien Lignereux démonte également les logiques de la violence populaire (surtout rurale) du premier XIXe siècle.⁵² A partir d'une étude de la répartition de ces rébellions dans l'espace (en variant les échelles, des départements aux cantons), et dans le temps (en dégagant des pics rébellionnaires, notamment au lendemain des révolutions de 1830 et de 1848) il confronte l'ampleur des violences aux interprétations proposées par les contemporains puis par les historiens. Tout en reconnaissant les apports des paradigmes socio-anthropologiques qui ont dominé les lectures de la violence des trente dernières années, il note toutefois qu'ils négligent un des acteurs majeurs des conflits et des violences: les forces de l'ordre elles-mêmes, en l'occurrence les gendarmes. Aussi défend-il une démarche « interactionniste », qui rende compte du travail d'encadrement des populations et des résistances qu'il suscite, des adaptations et des conciliations possibles ou non, des rapports de forces locaux, etc... Il montre que la hausse des effectifs de gendarmes, mais aussi de leurs activités, suscite d'abord un surcroît d'agitation, avant de conduire à une relative pacification. Ainsi le monopole de la violence légitime tend-il progressivement, au fil du siècle, à s'incarner dans la figure du gendarme. Autre manière d'interpréter la forte diminution des violences rurales après les années 1850...

Des interprétations proches pourraient être proposées pour analyser les violences protestataires anti-machinistes. La répression judiciaire et l'attitude des forces de l'ordre leur reconnaissent en effet souvent une forme de légitimité. À la différence des crimes de droit commun, des meurtres ou des vols, ces troubles relevaient finalement de l'ordre naturel des choses, ils sont le fruit de la misère, de l'ignorance et de l'innocence des foules. Pour le regard des élites, c'est bien souvent l'ignorance du peuple qui explique sa violence.⁵³ En outre, les juges et les jurés partagent certains doutes des accusés à l'égard des bénéficiaires à attendre de l'industrialisation.⁵⁴ Sous les monarchies censitaires, la sélection des jurés en fait un modèle réduit de la France des propriétaires et des patentés, un monde de notables et de petits propriétaires loin d'être toujours enthousiaste devant les effets de l'industrie.⁵⁵ Dans ces conditions, les jugements reflètent souvent une certaine forme de compréhension à l'égard des violences ouvrières.

Pourtant, après 1830 les condamnations se font plus sévères et la compréhension s'évanouit. La tolérance s'atténue au fur et à mesure que la modernisation de l'industrie devient un objectif politique prioritaire. On sait que le régime de Juillet se montrait moins souple que ses prédécesseurs vis-à-vis des émeutes frumentaires, alors que 42 % des prévenus étaient acquittés en 1816-1817, ils ne sont plus que 23 % en 1846-1847.⁵⁶ Les mêmes logiques président à la répression judiciaire des bris de machines: alors que les grands procès de la Restauration se concluent par l'acquiescement des prévenus, ceux qui se déroulent après 1830 débouchent sur des condamnations. Lors du procès des ouvriers de Chalabre devant les assises de l'Aude en 1837, deux accusés sont ainsi condamnés à six mois et à deux ans de prison.⁵⁷ Le souci de défendre l'industrie s'affirme comme une préoccupation majeure. Dans leurs réquisitoires, les procureurs insistent d'ailleurs de plus en plus "sur la nécessité d'une condamnation indispensable pour protéger notre industrie qui est la richesse de nos contrées. Un verdict d'acquiescement, serait à la fois un scandale public et une prime d'encouragement pour les instincts de révolte et de dévastation qui sommeillent dans la classe ouvrière".⁵⁸ Là où les juridictions de la Restauration voyaient des révoltes de la misère sans incidence politique, celles de la monarchie de Juillet expriment une inquiétude croissante face à "la grande lutte que la classe qui ne possède rien livre à celle qui possède". Après les émeutes d'Elbeuf en 1846, 12 ouvriers sont condamnés à des peines de prison allant de un mois à deux

ans.⁵⁹ Le degré de tolérance à l'égard de ce type de violence diminue parallèlement aux transformations économiques du pays et à la conversion des autorités à l'industrialisme.

Conclusion

Ce bref parcours dans l'historiographie de la violence protestataire saisie à travers le prisme des violences industrielles anti-machinistes du premier XIXe siècle amène à quelques conclusions. Il ne s'agissait pas de traiter de l'ensemble des violences à l'œuvre dans la société française du XIXe siècle mais de saisir les différentes interprétations proposées pour rendre compte des significations du recours à la violence dans l'expression de certaines revendications sociales. L'intérêt pour les violences protestataires ne s'est jamais totalement démenti dans l'historiographie française mais on a assisté à certains déplacements et à la disparition de tout paradigme unificateur.⁶⁰ Trois évolutions principales et en partie complémentaires semblent avoir eu lieu: une attention accrue à l'identité, aux mots et aux gestes des acteurs dans la lignée d'une anthropologie historique de la violence; une réflexion approfondie sur la diversité des enracinements socio-économiques des désordres et la richesse des univers artisanaux et proto-industriels; enfin une attention croissante aux liens entre communautés et logiques de construction de l'Etat. En bref, l'histoire sociale et culturelle, l'histoire économique et l'histoire politique: chacun de ces sous-champs disciplinaires a proposé de relire la place de la violence dans les grands processus qui sont à l'œuvre au cours du XIXe siècle. Chacun a sa manière à montré la fonction créatrice de ces violences qui ne peuvent plus, désormais, être considérées seulement comme des résidus d'archaïsme ou des anachronismes destinés à disparaître.

¹ Voir par exemples les synthèses historiographiques récentes de Audouin-Rouzeau, "Violence"; Ploux, "Violence in France's Past"; ou celle plus ancienne de Corbin, "La violence rurale".

² Corbin, *Le village des 'cannibals'*; Caron, *L'Été rouge*.

³ Navickas, "What happened to class?".

⁴ Shorter and Tilly, "Le déclin de la grève violente".

⁵ C'est par exemple le modèle développé par Lefranc, *Le mouvement syndical*.

⁶ Vigna, *L'insubordination*.

⁷ Il revient à Eric Hobsbawm d'avoir inventé cet objet et d'en avoir fourni les premières analyses précises: Hobsbawm, "The Machine-Breakers"; pour une synthèse de l'historiographie britannique de cette question, je me permets de renvoyer à Bourdeau, Jarrige et Vincent, *Les luddites. Bris de machines*.

⁸ L'Allemagne a également vu des travaux récents sur ces violences anti-machinistes: Spehr, *Maschinensturm. Protest*. Au Cœur des préoccupations de l'histoire sociale anglaise depuis plus d'un siècle, la question des bris de machines continue de susciter des relectures et réinterprétations, voir par exemple les travaux de Carl Griffin sur les violences et protestations rurales: *The Rural War: Captain Swing*; et "The Violent Captain Swing?".

⁹ Pour un examen de ces violences et de leurs contextes je me permets de renvoyer à Jarrige, *Au temps des "tueuses de bras"*.

¹⁰ Alline, "A propos des bris de machines textiles".

¹¹ Jarrige, "Les tondeurs européens".

¹² Thomson, *A Distinctive Industrialization*, 307-08.

¹³ Berg, *The Machinery Question*.

¹⁴ Say, *Traité d'économie politique*, 86.

¹⁵ Duchâtel, *De la charité dans ses rapports*, 132-34. Ce texte est republié lorsque Duchâtel est devenu ministre du commerce: Duchâtel, *Considérations d'économie politique*.

¹⁶ *Le populaire de 1841*, 27 février 1848.

¹⁷ Karl Marx, "Le Capital," 961-63.

¹⁸ Webb, *Histoire du trade-unionisme*, 135.

¹⁹ Schmidt, "Les débuts de l'industrie cotonnière"; Schmidt, "Un épisode de l'histoire du machinisme".

²⁰ Manuel, "The Luddite Movement in France".

²¹ Hauser, "Grégoire, Chaptal et le procès de la machine," 279-85.

²² Par exemple: Bruhat, "Le mouvement ouvrier français"; voir aussi sa contribution à l'ouvrage collectif dirigé par Ernest Labrousse et Fernand Braudel (*Histoire économique et sociale de la France, t. III 1789-1880*):

“L’affirmation du monde du travail urbain”. L’analyse des bris de machines est rangée sous l’intitulé “le primitivisme des luttes”, 809-11; et son ouvrage *Histoire du mouvement ouvrier français*.

²³ Dubois, *Le sabotage dans l’industrie*.

²⁴ Boudon, *L’idéologie ou l’origine des idées recues*, 140.

²⁵ Sur ce nouveau “paradigme de la violence” des années 1970, voir Wiewiorka, *La violence*.

²⁶ Hobsbawm, “The Machine Breakers”.

²⁷ Coser, *Les fonctions du conflit social*, 140-41.

²⁸ Par cette notion on désigne la capacité d’action de certains groupes fondée sur leur “capacité de nuisance” pour imposer leur vue et renforcer leur position.

²⁹ Noiriel, *Les ouvriers dans la société française*, chap. 1.

³⁰ Matonti, “Francs-tireurs ou partisans”.

³¹ Perrot, “Les ouvriers et les machines en France”; voir aussi: Perrot, “Les problèmes de la main-d’œuvre”.

³² Hobsbawm, *Les primitifs de la révolte*, chap. 4: “La foule urbaine et ses émeutes”; Thompson, “L’économie morale de la foule”; Charlesworth et Randall, *Moral Economy and Popular Protest*.

³³ Edelman, *Les Métamorphoses de l’hystérique*.

³⁴ Perrot, “La femme populaire rebelle”; Perrot, “Femmes et machines au XIXe siècle”; Bohstedt, “Gender, Household and Community”.

³⁵ Bouton, *The Flour War*.

³⁶ Béliveau, *Les révoltes frumentaires en France*; Béliveau, “Le droit à la rebellion”.

³⁷ “Pour les gendarmes et les autorités locales les femmes semblent bénéficier d’un “traitement de faveur”, comme si leur propension aux désordres s’inscrivaient dans une normalité”, note ainsi Beliveau, *Les révoltes frumentaires en France*, 330.

³⁸ AN, F⁷ 6779: Falaise, le 10 mai 1831, rapport sur le rassemblement de Guibray.

³⁹ Cette dimension a notamment été étudiée par Reddy, “The textile Trade,” 62-89; Reddy, *The Rise of the Market Culture*.

⁴⁰ Binfield, *Writings of the Luddites*, 7; Navickas, “The search for “General Ludd””.

⁴¹ Cannadine, “The Present and the Past”.

⁴² Sabel et Zeitlin, “Historical alternatives to mass production”.

⁴³ Nuvolari, “The ‘Machine Breakers’ and the Industrial Revolution”.

⁴⁴ Randall, “Work, Culture and resistance to machinery”; Randall, *Before the Luddites*.

⁴⁵ Horn, “Machine-breaking in England and France; Horn, *The Path not Taken*.

⁴⁶ C’est ce qu’a rappelé récemment Joël Mokyr en invitant les historiens de l’économie et des techniques à être plus attentifs aux phénomènes de résistances au changement: Mokyr, “The Political Economy of Technological Change”; Mokyr, *The Gifts Of Athena*, 264.

⁴⁷ Il y a quarante ans, Ernest Labrousse notait déjà: “Nous avons fait jusqu’ici l’histoire des Mouvements, nous n’avons pas fait assez l’histoire des Résistances [...] La résistance de la mentalité en place est un des grands facteurs de l’histoire lente” (Labrousse, *L’histoire sociale*, 5).

⁴⁸ Guionnet, *L’apprentissage de la politique moderne*; sur la question de l’autorité au XIXe siècle voir Karila-Cohen, “Faire autorité dans la France”.

⁴⁹ Voir notamment les travaux de Quentin Deluermoz sur le second XIXe siècle: Deluermoz, “Quelques échelles de la violence”; Deluermoz, “Présences d’Etat”.

⁵⁰ Bourguinat, *Les grains du désordre*.

⁵¹ Delalande, *Les batailles de l’impôt*.

⁵² Lignereux, “Force à la loi ?”.

⁵³ Hilton Root souligne qu’en Angleterre le traitement pénal des contestataires était d’une sévérité comparable à celui des criminels alors qu’en France c’était rarement le cas (H. Root, *La Formation de l’État moderne*, 93).

⁵⁴ Martinage, Royer et Lecoq, *Juges et notables*, 211-22; Bernaudeau, *La Justice en question*.

⁵⁵ Santucci, “Être ou ne pas être juré”; Schnapper, “De l’origine sociale des jurés”.

⁵⁶ Béliveau, *Les révoltes frumentaires en France*, 402.

⁵⁷ AN, BB¹⁸ 1369, dossier no. 5482: lettre du procureur du roi, Montpellier, 24 août 1837.

⁵⁸ *L’Aude, Journal des progrès*, no. 2, 2 décembre 1837

⁵⁹ *L’industriel Elbeuvien*, 26 juillet 1846.

⁶⁰ Notons également qu’en France un nombre croissant de travaux se sont interrogés sur les formes non violentes de protestation politique et sociale, à côté de la violence collective on s’est interrogé de plus en plus sur les stratégies pacifiques plus ou moins ritualisées d’expression des plaintes, qu’il s’agisse des enterrements politique, des banquets ou encore des stratégies de contournement utilisés par la main-d’œuvre (Turn over, etc...): citons par exemple deux livres récents: Fureix, *La France des larmes*; Robert, *Le temps des banquets*.

Bibliography

- Alline, Jean-Pierre. "A propos des bris de machines textiles à Rouen pendant l'été 1789 : émeutes anciennes ou émeutes nouvelles ?" *Annales de Normandie*, n°1(1981): 37-58.
- Audouin-Rouzeau, Stéphane. "La Violence." In *Les historiens français à l'œuvre, 1995-2010*, eds. Jean-François Sirinelli, Pascal Cauchy and Claude Gauvard. Paris: PUF, 2010.
- Béliveau, Denis. "Les révoltes frumentaires en France dans la première moitié du XIX^e siècle. Une analyse des rapports de sociabilité, de la distribution des rôles sexuels et de leur impact sur la répression des désordres." PhD diss., EHESS, 1992.
- Béliveau, Denis. "Le droit à la rébellion: les femmes, le pain et la justice en France (1816-1847)." In *Femmes dans la cité, 1815-1871*, eds. Alain Corbin, Jacqueline Lalouette and Michèle Riot-Sarcey, 41-56. Grâne: Créaphis, 1997.
- Berg, Maxine *The Machinery Question and the Making of Political Economy (1815-1848)*. Cambridge: CUP, 1980.
- Bernaudeau, Vincent. *La Justice en question: histoire de la magistrature angevine au XIX^e siècle*. Rennes: PUR, 2007.
- Binfield, Kevin. *Writings of the Luddites*. Baltimore/Londres: The Johns Hopkins University Press, 2004.
- Bohstedt, John. "Gender, Household and Community: Women in English Riots, 1790-1810." *Past and Present*, n° 120 (1988): 88-122.
- Boudon, Raymond. *L'idéologie ou l'origine des idées reçues*. Paris: Fayard, 1986.
- Bourdeau, Vincent, François Jarrige and Julien Vincent. *Les luddites. Bris de machines, économie politique et histoire*. Maisons-Alfort: Editions Ere, 2006.
- Bourguinat, Nicolas. *Les grains du désordre. L'Etat face aux violences frumentaires dans la première moitié du XIX^e siècle*. Paris: Editions de l'EHESS, 2002.
- Bouton, Cynthia. *The Flour War: Gender, Class, and Community in Late Ancien Regime French Society*. University Park: Pennsylvania State University Press, 1993.
- Bruhat, Jean. *Histoire du mouvement ouvrier français. De la Révolution à l'insurrection lyonnaise*. Paris: Editions sociales, 1952.
- Bruhat, Jean. "Le mouvement ouvrier français au début du XIX^e siècle et les survivances d'Ancien Régime". *La Pensée*, no.142 (1968): 44-56.
- Bruhat, Jean. "L'affirmation du monde du travail urbain," In *Histoire économique et sociale de la France, t. III 1789-1880*, eds. Ernest Labrousse and Fernand Braudel, 809-811. Paris: PUF, 1976.
- Cannadine, David. "The Present and the Past in the English Industrial Revolution 1800-1900." *Past and Present* 108 (1984): 131-72.
- Caron, Jean-Claude. *L'Été rouge. Chronique de la révolte populaire en France (1841)*. Paris: Aubier, 2002.
- Charlesworth, Andrew, and Adrian Randall, eds. *Moral Economy and Popular Protest. Crowds, Conflict and Authority*. Londres: MacMillan, 2000.
- Corbin, Alain. *Le village des 'cannibales'*. Paris: Flammarion, 1986.
- Corbin, Alain. "La violence rurale dans la France du XIX^e siècle et son dépérissement : l'évolution de l'interprétation politique." *Cultures & Conflits*, n°9-10 (1993): 61-73.
- Coser, Lewis. *Les fonctions du conflit social*. Paris: PUF, 1982.
- Delalande, Nicolas. *Les batailles de l'impôt. Consentement et résistances de 1789 à nos jours*. Paris: Le Seuil, 2011.
- Deluermoz, Quentin. "Quelques échelles de la violence. Les policiers en tenue et l'espace parisien dans la seconde moitié du XIX^e siècle." *Déviance et Société* 32, no. 1 (2007): 75-88.
- Deluermoz, Quentin. "Présences d'Etat. Police et société à Paris (1854-1880)." *Annales, Histoire, Sciences sociales*, no. 2 (2009): 435-60.
- Dubois, Paul. *Le sabotage dans l'industrie*. Paris: Calmann-Lévy, 1976.
- Duchâtel, Tanneguy. *De la charité dans ses rapports avec l'état moral et le bien-être des classes inférieures de la société*. Paris: A. Mesnier, 1829. Voir spécialement chap. 7, "De l'effet de l'emploi des machines sur les salaires."
- Duchâtel, Tanneguy. *Considérations d'économie politique sur la bienfaisance ou de la charité dans ses rapports avec l'état moral et le bien être des classes inférieures de la société*, Paris: Guiraudet et Jouaust, 1836 (2^{ème} éd.)
- Edelman, Nicole. *Les métamorphoses de l'hystérique. Du début du XIX^e siècle à la Grande guerre*. Paris: La Découverte, 2003.
- Fureix, Emmanuel. *La France des larmes. Deuils politiques à l'âge romantique (1814-1840)*. Seyssel: Champ Vallon, 2009.
- Griffin, Carl. "The Violent Captain Swing?" *Past and Present* 209 (2010): 149-80.

- Griffin, Carl. *The Rural War: Captain Swing and the Politics of Protest*. Manchester: Manchester University Press, 2012.
- Guéry, François. *La société industrielle et ses ennemis*. Paris, Ed. Olivier Orban, 1989.
- Labrousse, Ernest. *L'histoire sociale, sources et méthodes*. Paris, PUF, 1967.
- Guionnet, Christine. *L'apprentissage de la politique moderne. Les élections municipales sous la monarchie de Juillet*. Paris: L'Harmattan, 1997.
- Hauser, Henri. *Grégoire, Chaptal et le procès de la machine*. Paris: Commission de recherche et de publication des documents relatifs à la vie économique de la Révolution. Mémoires et documents, 1935.
- Hobsbawm, Eric. *Les primitifs de la révolte dans l'Europe moderne*, Paris: Fayard, 1966.
- Hobsbawm, Eric. "Les briseurs de machines." *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, n° 53-4 bis (2006): 13-28. Originally published as "The Machine-Breakers." *Past & Present*, n° 1 (February 1952): 57-70.
- Horn, Jeff. "Machine-breaking in England and France During the Age of Revolution." *Labour/Le Travail* 55, no. 2 (2005): 143-166.
- Horn, Jeff. *The Path not Taken. French Industrialization in the Age of Revolution, 1750-1830*. Cambridge (Mass.), MIT Press, 2006.
- Jarrige, François. *Au temps des 'tueuses de bras'. Les bris de machines à l'aube de l'ère industrielle (1780-1860)*. Rennes: PUR, 2009.
- Jarrige, François. "Les tondeurs européens à l'épreuve des mécaniques: approche comparée des négociations sociotechniques dans l'industrie lainière (1750-1850)." In *La gloire de l'industrie (XVIIe-XIXe siècle). Faire de l'Histoire avec Gérard Gayot*. eds. Corinne Maitte, Philippe Minard and Mathieu de Oliveira, Rennes : PUR, 2012 : 279-298.
- Karila-Cohen, Pierre, ed. "Faire autorité dans la France du XIXe siècle." Special issue, *Le mouvement Social* 22 (juillet-septembre 2008).
- Lefranc, Georges. *Le mouvement syndical sous la troisième République*. Paris: Payot, 1967.
- Lignereux, Aurélien. "Force à la loi ? Rébellions à la gendarmerie et autorité de l'Etat dans la France du premier XIXe siècle (1800-1859)." PhD diss., Université du Maine, 2006 [publiée aux PUR en 2008].
- Manuel, Frank R. "The Luddite Movement in France." *Journal of Modern History* (June 1938): 180-211.
- Martinage, René, Jean-Pierre Royer and Pierre Lecoq, eds. *Juges et notables au XIXe siècle*. Paris: PUF, 1982.
- Marx, Karl. "Le Capital." Vol. 1 in *Œuvres. Economie*. Paris: Gallimard, 1963 (1ère éd. 1867).
- Matonti, Frédérique. "Francs-tireurs ou partisans : les historiens communistes français et britanniques." *Revue d'histoire moderne & contemporaine* 53-4 bis (2006): 80-87.
- Mokyr, Joël. "The Political Economy of Technological Change: Resistance and Innovation in Economic History." In *Technological Revolutions in Europe, Historical Perspectives*, eds. Maxine Berg and Kristine Bruland, 39-64. Londres: Edward Elgar, 1998.
- Mokyr, Joel. *The Gifts Of Athena: Historical Origins Of The Knowledge Economy*. Princeton: Princeton University Press, 2002.
- Navickas, Katrina. "The Search for "General Ludd": the Mythology of Luddism." *Social History* 30, no. 3 (août 2005): 281-95.
- Navickas, Katrina. "What Happened to Class? New Histories of Labour and Collective Action in Britain." *Social History* 36, no. 2 (2011): 192-204.
- Noiriel, Gérard. *Les ouvriers dans la société française (XIX-XXe siècle)*. Paris: Seuil, 1986.
- Nuvolari, Alessandro. "The 'Machine Breakers' and the Industrial Revolution." *The Journal of European Economic History* 31, n° 2 (2002): 393-426.
- Perrot, Michèle. "Les ouvriers et les machines en France dans la première moitié du XIXe siècle." *Recherches*, n° 32-33 (1978): 347-73.
- Perrot, Michèle. "Les problèmes de la main-d'œuvre industrielle." In *Histoire générale des techniques, t. 5, Les techniques de la civilisation industrielle*, ed. Maurice Daumas, 123-56. Paris: PUF, 1979.
- Perrot, Michèle "La femme populaire rebelle." In *L'Histoire sans qualités. Essais*, eds. Christiane Dufrancatel, Arlette Farge, Christine Fauré, Geneviève Fraisse, Michelle Perrot, Élisabeth Salvaresi and Pascale Werner, 125-56. Paris: Galilée, 1979.
- Perrot, Michèle. "Femmes et machines au XIXe siècle." *Romantisme*, "La machine fin de siècle", no. 41 (1983): 5-18.
- Ploux, François. "Violence in France's Past: An Anthropological Approach." In *Violence in Europe. A Historical and Contemporary Perspectives*, eds. Sophie Body-Gendrot and Pieter Spierenburg, 65-78. New York: Springer, 2008.
- Randall, Adrian. "Work, Culture and Resistance to Machinery in the West of England Woolen Industry." In *Regions and industries. A Perspective on the Industrial Revolution in Britain*, ed. Pat Hudson, 175-198. Cambridge: CUP, 1989.

-
- Randall, Adrian. *Before the Luddites. Custom, Community and Machinery in the English Woolen Industry, 1776-1809*, Cambridge, CUP, 1991.
- Reddy, William M. "The Textile Trade and the Language of the Crowd at Rouen, 1752-1871." *Past and Present*, 74 (février 1977): 62-89.
- Reddy, William M. *The Rise of the Market Culture: The Textile Trade and the French Society, 1750-1900*. New-York, CUP, 1984.
- Robert, Vincent. *Le temps des banquets: Politique et symbolique d'une génération (1818-1848)*. Paris: Publications de la Sorbonne, 2010.
- Root, Hilton. *La formation de l'État moderne en Europe. La France et l'Angleterre*. Paris: PUF, 1994.
- Sabel, Charles, and Jonathan Zeitlin, "Historical Alternatives to Mass Production: Politics, Markets and Technologies in Nineteenth Century Industrialization." *Past and Present*, no.108 (1985): 134-76.
- Santucci, Marie-Renée. "Être ou ne pas être juré au XIX^e siècle." In *Les Destinées du jury criminel*, eds. René Martinage et Jean-Pierre Royer, 139-173. Hellemmes : Publications de l'Espace Juridique, 1990.
- Say, Jean-Baptiste. *Traité d'économie politique, ou simple exposition de la manière dont se forment, se distribuent et se consomment les richesses*. 6^e éd. Paris: Guillaumin, 1841. Voir spécialement chap. 7, "Du travail de l'homme, du travail de la nature, et de celui des machines."
- Schnapper, Bernard. "De l'origine sociale des jurés entre 1840 et 1860." In *Les destinées du jury criminel*, eds. René Martinage et Jean-Pierre Royer, 115-38. Hellemmes : Publications de l'Espace Juridique, 1990.
- Schmidt, Charles. "Un épisode de l'histoire du machinisme en France: les premiers 'luddites' de l'Isère en 1819." *La Révolution française XLIV* (1903): 551-61.
- Schmidt, Charles. "Les débuts de l'industrie cotonnière en France, 1760-1806." *Revue d'histoire économique et sociale* 6 (1913): 261-95.
- Shorter, Edward L. and Tilly, Charles. "Le déclin de la grève violente en France de 1890 à 1935." *Le Mouvement social* 76 (Juillet-Septembre 1971): 95-118.
- Spehr, Michael. *Maschinensturm. Protest und Widerstand gegen technische Neuerungen am Anfang des Industrialisierung*. Munich: Westfälisches Dampfboot, 2000.
- Thompson, Edward P. "L'économie morale de la foule dans l'Angleterre du XVIII^e siècle". In *La Guerre du blé au XVIII^e siècle*, eds. Florence Gauthier and Guy-Robert Ikni, 31-92. Paris: Editions de la Passion, 1988.
- Thomson, James K. *A Distinctive Industrialization, Cotton in Barcelona (1728-1832)*. Cambridge: CUP, 1992.
- Vigna, Xavier. *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*. Rennes: PUR, 2007.
- Webb, Béatrice, and Sidney Webb. *Histoire du trade-unionisme en Grande-Bretagne*. Paris: Giard et Brière, 1897.
- Wieviorka, Michel. *La violence*. Paris: Hachette, 2005.